

4 mai 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de Mme Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, notamment sur la sécurité européenne, la construction européenne, et la situation en Lituanie, Waddesdon, le 4 mai 1990.

Mme THATCHER.- Tout d'abord je voudrais dire combien nous sommes ravis d'accueillir M. le Président de la République, M. Dumas et M. Chevènement dans ce magnifique manoir qui rassemble ce qu'il y a de mieux en France et en Grande-Bretagne et en plus nous avons la chance d'avoir un temps extraordinairement beau qui complète fort bien le manoir.

- Nous avons eu d'excellentes conversations. Il y a tellement de choses à discuter à une époque où les choses évoluent très vite, bien entendu la situation en Union soviétique où nous devons nous rendre tous les deux très bientôt a dominé nos discussions ainsi que les relations Est-Ouest. Nous avons également parlé de la Lituanie. Des déclarations ont été faites lorsque les ministres des affaires étrangères se sont réunis dans le cadre de la Communauté européenne. Vous connaissez, je crois, notre avis sur ce sujet. Ni l'un, ni l'autre n'a reconnu la Lituanie comme ayant été annexée de bon droit à l'Union soviétique, nous reconnaissons son droit à l'autodétermination et c'est à la Lituanie de décider ce qu'elle souhaite faire en matière d'indépendance. Nous continuons de penser que la situation pourra être au mieux résolue par une poursuite des discussions et nous espérons d'ailleurs qu'elles se rapprochent et qu'elles auront effectivement lieu.

- Je suis prête à voir Mme Prunskiene lorsqu'elle viendra à Londres. Vous savez qu'elle a déjà vu le Président Bush.

- Nous avons également beaucoup parlé de la structure à venir de l'Europe, pas seulement de la Communauté européenne mais de l'Europe plus vaste qui, bien entendu, domine nos pensées à l'heure actuelle. La Communauté européenne en premier lieu va avoir des accords d'association avec les pays d'Europe de l'Est mais nous sommes bien entendu conscients que certains pourraient peut-être adhérer au Conseil de l'Europe, entrant ainsi davantage dans la démocratie.

- Comme vous le savez M. le Président Bush doit faire un discours important dans la journée et il y aura un sommet de l'OTAN à Londres probablement, nous l'espérons, à la fin du mois de juin et tous les deux en tant que puissance nucléaire indépendante, les deux seules en Europe, avons un certain nombre de points en commun que ne partage aucun autre pays européen.

- Nous avons le sentiment que nous devons coopérer de plus près en matière de défense et de sécurité et par conséquent, nous avons demandé à nos ministres des affaires étrangères et de la défense de coordonner un programme renforcé de coopération sur toutes ces questions en mettant particulièrement l'accent sur de possibles schémas de sécurité en Europe.

- Pour ce qui est de la Communauté proprement dite, nous sommes convenus que le renforcement nécessaire relève de la compétence du Conseil des ministres qui est l'exécutif, l'instance qui décide au sein de la Communauté et il est bon de savoir que nos vues sont très proches là-dessus.

- Comme nous allons tous les deux voir le Président de Klerk, nous avons également débattu de la

situation en Afrique du Sud, les choses évoluent dans le bon sens. Nous attendons avec impatience une fin de l'apartheid et le début de véritables négociations pour que cela puisse effectivement se produire.

- Voilà, je crois l'essentiel des sujets dont nous avons eu le temps de discuter. Nous allons bien entendu poursuivre ces discussions au cours du déjeuner et je vais maintenant inviter le Président à présenter ses propres remarques.\

LE PRESIDENT.- Mes propos n'auront pas d'abord un caractère international ou universel puisque je remercierai pour commencer, Mme Thatcher et les ministres qui l'accompagnent pour la qualité de leur hospitalité ainsi qu'aux hôtes qui nous reçoivent dans cette propriété. Je suis sûr que tous les journalistes présents apprécient comme nous les conditions dans lesquelles nous sommes réunis cette fois-ci. Cela nous écarte peut-être des vues générales que la presse a hâte de traiter avec nous, mais il fallait le dire, d'autant plus que je n'ai pas grand chose à ajouter à ce qui a été dit par Mme Thatcher. S'il y a des approches différentes, il appartiendra aux journalistes présents de les déceler ou de les faire se révéler d'elles-mêmes. Nous avons bien travaillé, traité de beaucoup de questions, constaté de la façon la plus générale l'accord des positions entre le Royaume-Uni et la France et si telle ou telle forme d'approche sur, par exemple la Communauté européenne se pose dans les conditions que vous savez tous, car on a pu le voir à Dublin récemment, il n'en reste pas moins que nous sommes désireux de contribuer de notre mieux à la réussite de la Communauté.\

QUESTION.- Madame le Premier ministre, monsieur le Président, vous avez dit que vous étiez d'accord sur une coopération renforcée en matière de défense. Est-ce que cela veut dire également coopération sur les questions nucléaires et est-ce que par ailleurs la décision d'hier du Président Bush de ne pas moderniser les armes à courte portée signifie que l'un ou l'autre de vos gouvernements décidera de ne pas moderniser vos propres armes nucléaires ?

- LE PRESIDENT.- Les ministres des affaires étrangères et de la défense ont débattu de la coordination de notre coopération sur la sécurité en Europe. Rien n'est exclu de nos conversations, ni de notre coopération. Par rapport à la question posée sur la non modernisation des Lance, il me suffira de renvoyer celui qui me pose la question, aux prises de position qui ont été les miennes il y a déjà longtemps puisqu'aux deux dernières réunions de l'OTAN en 1988 et en 1989 telle était déjà ma position. Que fera la France ? Elle a défini son programme il y a pas mal d'années. C'est au cours de ces dix années que le passage PLUTON aux HADES s'est affirmé sans que nous prétendions pousser plus loin qu'il ne faut, soit la multiplication de ces armes, soit leur modernisation. Il est bien entendu que nous entendons lier toute avancée dans ces problèmes aux résultats concrets qui ressortiront de Vienne. Nous avons besoin de savoir où en est la négociation de désarmement sur le conventionnel avant d'aller plus loin dans d'autres domaines. Personnellement j'approuve tout à fait la position de M. Bush qui était celle que j'avais demandée au mois de mars 1988. Je suis resté logique avec moi-même.

- Mme THATCHER.- Je voudrais ajouter que nous avons tous les deux discuté de cette situation avec le Président Bush lorsque nous l'avons rencontré indépendamment il y a très peu de temps. Les armes de courte portée actuelles resteront installées jusqu'en 1995, la décision de ne pas les moderniser va en fait entraîner une importance accrue sur la modernisation des bombes nucléaires. Il faudra en fait les moderniser en les transformant en missiles sol-air et bien entendu il faudra moderniser celles-là.

- Maintenant sur la coopération, oui bien sûr dans tous les domaines comme je vous l'ai signalé, nous sommes les deux seules puissances nucléaires en Europe. Nos forces ont une structure tout à fait semblable et nous avons le sentiment qu'il faut absolument avoir un programme de coopération plus étroit.\

QUESTION.- Madame le Premier ministre, monsieur le Président, le Président Bush hier a dit que quelquefois il s'inquiétait du fait que les militaires risqueraient d'essayer de se débarrasser de M. Gorbatchev, c'est une crainte qu'il a. Est-ce que c'est une crainte que vous partagez ? Et si oui, quelles en seraient les conséquences éventuelles pour l'avenir de l'Europe ?

- Mme THATCHER.- Le Président Gorbatchev a fait des merveilles. Il a réussi une transformation remarquable des relations Est-Ouest et il a permis que se crée la première puissance européenne depuis la seconde de

complète des relations Est-Ouest et je crois que c'est la première personne qui a eu le courage de voir que le système communiste ne pouvait pas fonctionner en Union soviétique. C'est lui plus la force de la défense européenne qui ont permis l'émergence de cet espoir extraordinaire et j'espère, je souhaite qu'il continuera et qu'il poursuivra ses fonctions de Président de l'Union soviétique.

- LE PRESIDENT.- Nous nous rendons bien compte des difficultés que rencontre le Président de l'Union soviétique pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé. C'est une évidence. On décèle ici et là des fragilités qui peuvent être dangereuses. Nous avons dans l'esprit qu'il convient autant que cela nous est possible, que M. Gorbatchev puisse poursuivre son oeuvre de rénovation, de réforme et de modernisation. Donc, nous ne parions pas sur son échec. Il est impossible d'appliquer une politique de relations internationales sans prévoir toutes les hypothèses, mais celle que nous retenons c'est la continuation d'une évolution que nous appelons de nos vœux. Nous souhaitons qu'elle réussisse. Nous n'examinons pas et nous ne débattons pas comme cela avec vous de ce qui se passerait si les choses tournaient au pire. Donc je ne me prononce pas là-dessus.\

QUESTION.- Je voudrais demander à madame le Premier ministre et à monsieur le Président si en matière d'union politique européenne vous aviez, lors de vos entretiens, trouvé quelques points de convergence et lesquels ?

- Mme THATCHER.- Eh bien c'est précisément en pensant à cela que j'ai indiqué que nous étions tous les deux convenus que c'est le Conseil des ministres de la Communauté européenne qui est l'instance décisive et que ses pouvoirs doivent être renforcés à l'avenir. Bien entendu, il y a d'autres choses à faire pour que les institutions communautaires puissent être plus efficaces mais encore une fois l'organe décisionnel doit rester le Conseil des ministres et assurer une coopération plus étroite entre les ministres.

- LE PRESIDENT.- Et puis nous avons quand même un peu épuisé la matière, on est vendredi aujourd'hui. Dublin c'était samedi dernier. On a donc un peu changé de conversation. La différence d'appréciation est réelle mais pas sur le sujet que vient d'évoquer Mme Thatcher. C'est vrai que la réalité politique de la Communauté s'affirme de jour en jour. La preuve en est que samedi dernier nous avons parlé réunification allemande, situation de l'Europe de l'Est. Tout cela c'était un débat politique sur lequel on s'est parfaitement entendus. Or le problème est maintenant de savoir de quelle façon on structure, ou on ne structure pas ce débat. On le formalise ou on ne le formalise pas. Là-dessus, nos positions sont différentes et on le sait bien. Mais nous discutons. Et je n'ai pas du tout à contredire ce qui vient d'être dit par Mme Thatcher à l'instant sur la prééminence du Conseil européen.

- Mme THATCHER.- Et j'ajouterai, si vous m'y autorisez, qu'il faut se rappeler que nous sommes tous les deux les architectes des projets du tunnel sous la Manche, et que nous espérons être tous les deux présents lorsque le tunnel où les tunneliers anglais rencontreront les tunneliers français, nous l'espérons au même endroit au mois de novembre de cette année. Nous espérons tous les deux être présents au moment de cette percée, ce sera une occasion extraordinaire, et j'ajouterai d'ailleurs que lorsque ce tunnel sera terminé, nous espérons pouvoir tous les deux d'ici 93 ` 1993 ` effectuer le premier passage qui marquera une modification historique dans la position du Royaume-Uni par rapport au continent européen et je crois que ce sera la plus grande modification que l'on puisse connaître et cela c'est un élément pratique que nous attendons.

- LE PRESIDENT.- 1993 : c'est dans nos moyens !\

QUESTION.- Est-ce que vous avez parlé du problème des otages britanniques et avez-vous trouvé un certain terrain d'entente ?

- Mme THATCHER.- Non, nous n'avons pas parlé de la question des otages et je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit assez longuement hier à la Chambre des communes sur ce sujet. Nous espérons bien entendu que tous les otages seront libérés, nous le souhaitons de tout coeur, et que cette libération se fera par les moyens habituels de discussion en disant qu'il ne doit pas y avoir d'otages à l'époque moderne. QUESTION.- Quelles sont vos réflexions actuelles sur l'avion de combat européen ?

- Mme THATCHER.- Il y aura une déclaration la semaine prochaine à la Chambre des Communes

mais je ne peux rien vous dire de plus pour l'instant sinon que les projets certainement se matérialiseront.

- QUESTION.- Madame le Premier ministre, avec l'autorisation du Président, est-ce que nous pourrions poser une question à propos des élections d'hier ?

- Mme THATCHER.- Dans un instant, dans un instant. Cette question peut attendre. Je crois que par courtoisie envers notre hôte...

- QUESTION.- Oui mais je pense au bulletin de 13 heures...

- Mme THATCHER.- Eh bien est-ce qu'il n'y a pas d'autres questions sur le Sommet ?

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez expliqué l'initiative franco-allemande à propos de la Lituanie ? Est-ce que la Grande-Bretagne est prête à s'associer à une initiative peut-être à venir, une initiative européenne ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas eu à m'expliquer à ce sujet. Sur le fond de la question, nous avons constaté un très bon accord, une démarche, comme vient d'ailleurs de le dire Mme Thatcher en commençant tout à l'heure, qui tend à préserver le droit à l'auto-détermination de la Lituanie, comme notre diplomatie le fait depuis déjà de très longues années, et en tout cas depuis que la Lituanie a été annexée indûment à l'Union soviétique. Mais en même temps nous savons bien que cela ne peut pas se résoudre, ou cela ne doit pas se résoudre par les moyens de la force. Il est de l'intérêt des partenaires et particulièrement de la Lituanie de parvenir à un dialogue pour défendre ses intérêts. La diplomatie française avait engagé une action dans ce sens, avant même que nous n'en débattions à l'occasion du sommet franco-allemand. Lorsque nos amis allemands ont souhaité s'associer à une démarche écrite et précise, à cette initiative, celle-ci est donc devenue franco-allemande. Au début, nous avons été dans certains milieux mal compris, mais la position prise par le Président actuel de Lituanie a permis de constater que nous avons préservé les principes et peut-être, je l'espère, fait avancer le dialogue. C'est la position même que m'a exposé Mme Thatcher, en combinant le plus heureusement possible, dans l'intérêt de tous le respect du droit au bénéfice de la Lituanie et sa mise en oeuvre au bénéfice des deux partenaires en cause.

QUESTION.- Madame le Premier ministre, monsieur le Président, chaque fois que vous parlez de la coopération franco-britannique en matière de défense, vous le dites toujours en termes très généraux. Est-ce que vous ne pourriez pas être un peu plus précis sur ce que vous visez ?

- Mme THATCHER.- Sur quoi ?

- QUESTION.- Eh bien coopération en matière de défense.

- Mme THATCHER.- Eh bien je vous ai dit que nous avons demandé à nos ministres des affaires étrangères et de la défense de coordonner un programme renforcé de coopération sur toutes ces questions. Par exemple, l'une des choses dont nous avons discuté, d'ailleurs déjà avec le Président, si quelque chose de très malheureux, dramatique, devait se passer en Europe, il faudrait que nos réserves passent vers ce pays à travers les ports français. Nous pourrions d'ailleurs répéter ce genre d'opération, c'est un aspect très pratique, c'est cela que nous envisageons et d'autre part la structure de nos forces armées est très semblable, donc il y a bien d'autres domaines où nous pourrions coopérer en matière d'équipement par exemple.

- LE PRESIDENT.- Avançons. On n'ira pas d'un seul coup à une coordination aussi complète que je le souhaiterais. Mais on avancera.